



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 19 décembre 2022

Chine continentale

Conjoncture ([ici](#))

Politique économique : tenue de la Conférence centrale sur le Travail Economique les 15 et 16 décembre

Finances publiques : augmentation des dépenses publiques de 6,2% et baisse des recettes de 3%, déficit presque multiplié par deux en un an

Echanges et politique commerciale ([ici](#))

Relations Chine – US : les Etats-Unis prolongent l'exemption tarifaire pour certaines importations en provenance de Chine

Industrie et numérique ([ici](#))

Economie numérique : TikTok fait face à une pression grandissante aux Etats-Unis

Politique intérieure : l'ancien ministre de l'Industrie et des Technologies de l'Information, Xiao Yaqing, est exclu du Parti communiste pour corruption

Développement durable, énergie et transports ([ici](#))

Biodiversité : adoption du cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal

Biodiversité : 9 sites chinois reconnus dans la Liste verte des aires protégées et conservées de l'UICN

Environnement : mise à jour des règles pour les études d'impact environnemental pour les projets industriels les plus émissifs

Actualités régionales ([ici](#))

Chongqing : Chongqing a investi plus de 370 Mds CNY dans des projets majeurs en 2022

Anhui : lancement d'un plan d'action sur 10 ans pour atteindre le pic d'émissions de carbone

Jiangsu : forum Chine – Europe sur la "Numérisation pour un développement durable vert"

Jiangsu : publication des chiffres janvier – octobre du commerce extérieur et des investissements étrangers

Shanghai : signature d'un accord de coopération avec 7 entreprises immobilières et la succursale de Shanghai de la banque SPD (Pudong Development Bank)

Shanghai : stratégie de réduction de la consommation énergétique des principales entreprises industrielles de la ville

Shanghai : plan pour stimuler la consommation dans le secteur de la mode

Hong Kong et Macao [\(ici\)](#)

Hong Kong

Emploi : le taux de chômage baisse à nouveau en novembre, à 3,7 %

Bourse : extension des actions éligibles au sein du Stock Connect

Finance : le Hong Kong Institute for Monetary and Financial Research a publié le 19 décembre un rapport sur la mesure des risques climatiques

Infrastructure : le bureau de développement de Hong Kong a publié une proposition de développement du projet d'île artificielle de Kau Yi Chau

Covid-19 : assouplissement des mesures sanitaires dans les bars et les banquets

Macao

Industrie du jeu : les six opérateurs de casinos investiront 14,9 Mds USD dans le cadre de nouveaux contrats de licences

Covid-19 : les voyageurs étrangers arrivant à Macao sont autorisés de faire leur quarantaine à domicile depuis le 20 décembre

Taiwan [\(ici\)](#)

Industrie : Hon Hai revend ses parts dans l'entreprise chinoise Tsinghua

Deux rives : Largan Precision porte plainte contre la filiale de GSEO en Chine

Taiwan-Europe : une délégation du Parlement européen en visite à Taiwan

Economie : croissance du salaire médian en 2021 et révision à la baisse des prévisions du PIB pour 2023

Chine continentale

Conjoncture

Politique économique : tenue de la Conférence centrale sur le Travail Economique les 15 et 16 décembre

La Conférence centrale sur le Travail Economique s'est tenue les 15 et 16 décembre à Pékin. Le Président Xi Jinping a prononcé un discours résumant le travail économique en 2022, analysant la situation économique actuelle et présentant les dispositions pour le travail économique en 2023. Le Premier ministre Li Keqiang ainsi que Li Qiang ont également parlé.

Les autorités chinoises indiquent que les fondements de la reprise économique de la Chine « ne sont pas encore solides ». La « triple pression » due à la contraction de la demande, les difficultés du côté de l'offre et l'affaiblissement des attentes est encore importante. L'impact de l'environnement extérieur sur l'économie chinoise s'aggrave. Cependant, l'économie chinoise qui se montrerait résiliente et devrait rebondir l'année prochaine, les effets des différentes politiques continuant de se faire sentir. Il faut garder une « ferme confiance » pour mener à bien le travail économique.

Les autorités chinoises indiquent qu'il est crucial de maintenir le bon fonctionnement de l'économie. D'importants efforts doivent être faits pour stabiliser la croissance, l'emploi et les prix.

Les principaux points évoqués lors de la conférence :

- Faire des efforts pour accroître la demande domestique et donner la priorité à la restauration et à l'expansion de la consommation. Augmenter les revenus des résidents urbains et ruraux par de multiples canaux. Soutenir la consommation de certains produits ou services tels que l'amélioration du logement, les véhicules à énergies nouvelles et les services destinés aux personnes âgées.
- Stimuler efficacement les investissements grâce aux investissements gouvernementaux et aux incitations politiques. Encourager et attirer davantage de capitaux privés pour participer à la construction de grands projets à l'échelle nationale.
- Continuer à mettre en œuvre la « politique budgétaire proactive et la politique monétaire prudente », selon le vocable habituel. Renforcer la régulation macro-politique et la coordination entre les différentes politiques pour la promotion d'un développement de haute qualité.
 - o Concernant la politique budgétaire, il faut renforcer son efficacité en maintenant une intensité des dépenses, optimisant la structure des outils tels que le déficit et les SPB, et veillant à ce que la politique budgétaire soit durable et que les risques liés à la dette des collectivités locales contrôlables, tout en soutenant efficacement un développement de haute qualité. Il est nécessaire d'augmenter les paiements de transfert du gouvernement central aux gouvernements locaux et de favoriser une allocation des ressources financières aux bas échelons afin d'assurer la distribution des salaires, le fonctionnement des services publics de base, et les moyens de subsistance (les « trois garanties »).

- La politique monétaire, quant à elle, doit être précise et puissante. Il est nécessaire de maintenir un niveau de liquidités raisonnable et suffisant ainsi qu'une offre de M2 et un rythme d'accroissement du TSF correspondant au taux de croissance économique nominal. Guider les institutions financières dans le renforcement du soutien aux petites et micro-entreprises, à l'innovation technologique et au développement vert. Maintenir le taux de change du RMB relativement stable à un niveau raisonnable et équilibré. Renforcer le système de garantie de la stabilité financière.
- Porter une attention particulière à la transformation **et** à la modernisation des industries traditionnelles ainsi qu'au développement de nouvelles industries stratégiques. Promouvoir un cercle vertueux entre la technologie, les industries et la finance.
- Accorder une place plus importante à la promotion de l'emploi des jeunes, en particulier des diplômés universitaires. Promouvoir une structure plus équilibrée entre les régions pour les moyens médicaux en faisant croître des ressources de haute qualité et en allouant davantage aux bas échelons. Améliorer le système de politique de soutien aux naissances. Mettre en œuvre en temps opportun la politique de report progressif de l'âge de départ à la retraite.
- Mettre en œuvre une nouvelle série d'actions pour augmenter la capacité de production de céréales. Améliorer le statut et la compétitivité des industries traditionnelles de la Chine dans les chaînes de valeur mondiales. Accélérer la recherche et l'application de technologies de pointe telles que les nouvelles énergies, l'intelligence artificielle, la fabrication biologique, les projets vert à faible émission de carbone et le calcul quantique.
- Développer vigoureusement l'économie numérique et en normaliser la supervision. Encourager les entreprises de plateforme à jouer un rôle important dans la conduite du développement, la création d'emplois et la compétition internationale.
- Mettre en œuvre sérieusement le principe de « deux inébranlables » (Consolider et développer inébranlablement l'économie du secteur public. Encourager, soutenir et guider inébranlablement le développement de l'économie du secteur privé.). Traiter de manière égale les entreprises quel que soit leur statut.
- Faire davantage d'efforts pour attirer les capitaux étrangers. Il est nécessaire d'élargir l'accès au marché et d'accroître l'ouverture de l'industrie moderne des services. Fournir un maximum de confort aux étrangers qui viennent en Chine pour des négociations commerciales ou d'investissement.
- Prévenir et résoudre efficacement les principaux risques économiques et financiers. Assurer un développement stable du marché immobilier. Mener à bien le travail d'assurer la livraison de logements, les moyens de subsistance des personnes et la stabilité. Répondre aux besoins de financement raisonnables du secteur immobilier. Prévenir et résoudre les risques des principales sociétés immobilières de qualité et améliorer leurs bilans d'actifs et de passifs. Réprimer résolument les activités illégales et criminelles. Soutenir les réels besoins en logement (rappel que « le logement est fait pour vivre et non pour spéculer »). Favoriser une transition en douceur du secteur immobilier vers un nouveau modèle de développement.
- Davantage d'efforts seront déployés pour stabiliser et élargir l'envergure du commerce extérieur ainsi que d'optimiser sa structure.

- Ajuster et optimiser les politiques de prévention et de contrôle de l'épidémie. Renforcer la planification et la coordination globale pour traverser en douceur les périodes épidémiques et assurer la stabilité de l'ordre social.

Finances publiques : augmentation des dépenses publiques de 6,2% et baisse des recettes de 3%, déficit presque multiplié par deux en un an

Nota bene : les données publiées par le Ministère des finances (MoF) pour les finances publiques détaillent les «recettes publiques» et les «dépenses publiques» du budget général national (dit «premier compte public»), qui regroupe les recettes et dépenses générales du gouvernement central et des «collectivités locales» (qui font partie de l'Etat). Le solde de ce compte, après transferts et ajustements, donne le déficit budgétaire public officiel. En particulier, les obligations générales et spéciales, finançant en grande partie les investissements en infrastructures, en sont exclues. Les deuxième, troisième et quatrième comptes publics couvrent les dépenses et recettes de divers fonds des administrations publiques (APU) et de Caisses de Sécurité Sociale, qui ne sont pas détaillées ci-dessous.

S'agissant des recettes publiques, elles s'établissent sur les onze premiers mois à 18 522 Mds RMB (2 658 Mds USD), en diminution de 3 % en g.a. (contre -4,5 % en g.a. sur les dix premiers mois, incluant les remboursements de crédits d'impôts qui totalisent environ 2 300 Mds RMB). Parmi elles, les recettes fiscales s'élèvent à 15 283 Mds RMB (2 193 Mds USD), en baisse de 7,1 % en g.a. (contre -8,9 % en g.a. sur les dix premiers mois). Les recettes non fiscales s'élèvent à 3 269 Mds RMB (469 Mds USD), en augmentation de 22 % en g.a. (contre +23,2 % en g.a. sur les dix premiers mois), principalement due à la vente d'actifs publics (tels que des mines) par les gouvernements locaux.

S'agissant des dépenses publiques, elles s'établissent à 22 726 Mds RMB (3 262 Mds USD), enregistrant une croissance à +6,2 % en g.a. sur les onze premiers mois (contre +6,4 % en g.a. sur les dix premiers mois). En particulier, les dépenses d'éducation se sont élevées à 3 413 Mds RMB (490 Mds USD), soit une augmentation de +5,9 % ; et les dépenses de sécurité sociale et d'emploi se sont élevées à 3 303 Mds RMB (474 Mds USD), soit une augmentation de +7,4 %. Il convient également de noter que plus tôt de ce mois-ci, le ministre des finances LIU Kun a prévu que les dépenses publiques de l'année 2022 pourraient atteindre 26 300 Mds RMB (3 775 Mds USD).

Sur ce « premier compte public », avant transferts et ajustements (non précisés par le MoF), le déficit budgétaire enregistré à fin novembre s'élève à 4 204 Md RMB (contre 3 294 Mds RMB à fin octobre, et contre 2267 Mds RMB à fin novembre 2021).

Echanges et politique commerciale

Relations Chine – US : les Etats-Unis prolongent l'exemption tarifaire pour certaines importations en provenance de Chine

Le 16 décembre, le bureau du représentant américain au commerce (USTR) a [annoncé](#) la prolongation de l'exemption tarifaire pour 352 produits¹ importés de Chine jusqu'au 30 septembre 2023 ; l'extension initiale couvrant 549 produits devait expirer le 31 décembre 2022.

Le 23 novembre, l'USTR avait également [décidé](#) de prolonger l'exemption tarifaire pour 81 produits médicaux en provenance de Chine jusqu'au 28 février 2023 ; celle-ci devait venir à expiration le 30 novembre 2022. Selon l'administration américaine, cette mesure viserait à soutenir la lutte contre le COVID.

Ci-dessous pour rappel les quatre tranches de droits de douane supplémentaires introduits par l'administration Trump à partir de 2018, et maintenus en place par l'administration Biden :

Tarifs douaniers américains			
Tranche	Taux	Date d'imposition	Commentaires
34 Mds USD	25 %	6 juillet 2018	Pièces d'aéronefs, semi-conducteurs et microscopes.
16 Mds USD	25 %	23 août 2018	Motos, turbines à vapeur, et wagons de chemin de fer.
200 Mds USD	25 % (10 % avant le 10 mai 2019)	24 septembre 2018	Modems, produits chimiques, meubles, et fruits de mer (tranche de 150 Mds USD). Extension à 200 Mds USD au 10 mai 2019.
112 Mds USD²	7,5 % (15 % avant le 14 février 2020)	1 ^{er} septembre 2019	Produits agricoles, antiquités, vêtements, ustensiles de cuisine, et chaussures. Réduit à 7,5 % dans le cadre du <i>phase-1 deal</i> .

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

¹ Dont divers composants industriels (pompes et moteurs électriques), certaines pièces automobiles, produits chimiques, bicyclettes, et aspirateurs.

² Estimations du [Peterson Institute for International Economics \(PIIE\)](#)

Industrie et numérique

Economie numérique : TikTok fait face à une pression grandissante aux Etats-Unis

La version internationale de l'application appartenant au groupe chinois ByteDance fait face à une pression grandissante aux Etats-Unis. Après le [Sénat](#) le 14 décembre, la Chambre des représentants pourrait prochainement adopter une loi pour interdire TikTok sur les équipements professionnels des employés de l'Etat fédéral (*No TikTok on Government Devices Act*) – une mesure déjà mise en œuvre par plusieurs Etats fédérés. Par ailleurs, un plan bipartisan visant à interdire la plateforme a été [annoncé](#) par Marco Rubio et Mike Gallagher le 13 décembre (*Averting the National Threat of Internet Surveillance, Oppressive Censorship and Influence, and Algorithmic Learning by the Chinese Communist Party Act* – abrégé en ANTI-SOCIAL CCP Act).

Le traitement des données et la régulation des contenus par TikTok préoccupent depuis plusieurs années aux Etats-Unis. L'annonce par le président Trump en juillet 2020 de sa volonté de bannir l'application -après qu'une mesure similaire a été prise en Inde¹- et les enquêtes ouvertes autour de la collecte d'informations personnelles ont trouvé écho dans les révélations récentes sur (i) l'accès par les employés du groupe en Chine aux données collectées à l'étranger, (ii) la collecte de données de navigation des utilisateurs à leur insu et (iii) certains transferts de données personnelles vers la Chine. L'issue probable semble devoir être un accord visant à stocker des données sur des serveurs d'Oracle aux Etats-Unis, solution qui reste imparfaite pour certains étant donné le degré de contrôle des autorités chinoises sur l'entreprise. Ainsi, au cours d'une audition menée par la commission de la sécurité intérieure du Congrès américain le 15 novembre, le directeur du FBI avait mis en garde ses interlocuteurs contre l'utilisation de TikTok par le gouvernement chinois : « En vertu de la loi chinoise, les entreprises sont tenues de [...] faire fondamentalement tout ce que le gouvernement chinois veut qu'elles fassent en termes de partage d'informations ou de servir d'outil au gouvernement chinois. [...] C'est une raison suffisante en soi pour être extrêmement préoccupé » ([voir brèves du SER de Pékin – semaine du 14 novembre 2022](#)).

Les préoccupations autour de TikTok se retrouvent également en France. Dans des propos tenus le 8 décembre, le Président de la République a ainsi [qualifié](#) le réseau social « d'une naïveté confondante », tout en estimant qu'il était « le premier perturbateur psychologique » chez les enfants et les adolescents.

Politique intérieure : l'ancien ministre de l'Industrie et des Technologies de l'Information, Xiao Yaqing, est exclu du Parti communiste pour corruption

Le 19 décembre, la Commission centrale pour l'inspection disciplinaire (CCDI) a annoncé l'exclusion de Xiao Yaqing du Parti communiste pour corruption. Selon le [communiqué officiel](#), Xiao Yaqing a « accepté des invitations à des banquets qui auraient affecté la bonne exécution de ses missions officielles » et « reçu d'importants pots-de-vin ». Pour rappel, Xiao Yaqing avait été mis sous enquête pour corruption et démis de ses fonctions en juillet dernier ([voir brèves du SER de Pékin – semaine du 25 juillet 2022](#)).

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

¹ En janvier 2021, le ministère de l'Electronique et des Technologies de l'Information indien a rendu permanentes les interdictions prononcées en juin 2020 à l'encontre de 59 applications chinoises, dont TikTok et WeChat.

Développement durable, énergie et transports

Biodiversité : adoption du cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal

La COP15 de la convention pour la diversité biologique s'est terminée par l'adoption du « [cadre mondial de la biodiversité de Kunming à Montréal](#) », à 3h30 dans la nuit du dimanche 18 au lundi 19 décembre. L'accord final présente 4 objectifs et 23 cibles. Ces objectifs comportent des éléments ambitieux comme la protection d'ici à 2030 d'au moins 30 % des zones terrestres, des eaux intérieures et des zones côtières et marines, la restauration d'ici 2030 d'au moins 30 % des écosystèmes dégradés ou la réduction de moitié du risque global lié aux pesticides et aux produits chimiques hautement dangereux. Ces objectifs ambitieux sont assortis d'une augmentation des ressources financières internationales liées à la biodiversité provenant des pays développés, pour atteindre au moins 20 Mds USD par an d'ici à 2025, et au moins 30 Mds USD par an d'ici à 2030. Ce texte final est largement issu d'une version proposée par la présidence chinoise dans les dernières heures de négociations.

Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a estimé que « nous [commençons] enfin à conclure un pacte de paix avec la nature ». Christophe Béchu, ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, a salué les efforts conjugués de la Chine, du Canada et de l'Union Européenne, qualifiant l'accord d'historique et ambitieux. Le ministre chinois de l'Ecologie et de l'Environnement et président de la COP15, HUANG Runqiu, a [considéré](#) que l'accord présentait un ensemble de solutions à la fois ambitieuses, équilibrées et efficaces.

Biodiversité : 9 sites chinois reconnus dans la Liste verte des aires protégées et conservées de l'UICN

Le 12 décembre 2022, pendant la COP15, l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN), a publié sa dernière version de la [Liste verte des aires protégées et conservées](#). Depuis 2014, ce label international vise à reconnaître les aires protégées dont la gestion, la gouvernance et la planification sont efficaces pour la sauvegarde des espèces, afin notamment de faciliter la mutualisation d'expérience entre les aires protégées. Parmi les 16 nouvelles aires certifiées, 9 sont en Chine : la réserve naturelle de Hupingshan dans le Hunan et le parc naturel de Shennongjia (2 des 17 zones clés de signifiante globale de biodiversité chinoises), le parc national de zone humide de Haizhu dans le Guangzhou, le parc national de Qianjiangyuan (un des 10 parcs naturels pilotes en Chine), 5 réserves de biosphère UNESCO (montagne Changbai, réserves naturelles nationales de Qizimeishan dans le Hubei, de Badagongshan dans le Hunan, et de Grand Khingan Hanma en Mongolie Intérieure, la cascade de Huangguoshu). Deux sites chinois déjà inscrits sur la Liste verte ont eu leur certification renouvelée : le parc national forestier de Longwanqun et la réserve naturelle nationale Changqing du Shaanxi. La liste comprend maintenant 77 sites dans 18 pays, dont 15 en Chine (qui est le pays qui en compte le plus en Asie) et 23 en France (première dans le monde).

Par ailleurs, l'ONU a officiellement reconnu lors d'un évènement tenu pendant la COP15, [10 initiatives majeures](#) pour la restauration des écosystèmes, dont l'initiative ShanShui (« montagnes et milieux aquatiques ») de la Chine. Lancé en 2016, ce projet combine 75 initiatives pour restaurer les écosystèmes en Chine, et comptabilise à ce jour 2 millions d'hectares restaurés, pour une cible à 10 millions d'hectares d'ici 2030. Ce programme de l'ONU « Fleurons de la restauration mondiale » (*World Restoration Flagships*), créé dans le cadre de la [Décennie des Nations unies pour la restauration des écosystèmes](#), permet aux projets de bénéficier d'une promotion, de conseils ou de financements soutenus par les Nations unies.

Environnement : mise à jour des règles pour les études d'impact environnemental pour les projets industriels les plus émissifs

Le 2 décembre 2022, le ministère de l'Écologie et de l'Environnement a publié une [notice officielle](#) sur les principes d'évaluation et d'approbation des études d'impact sur l'environnement (EIE) (*Environmental Impact Assessments*) dans 4 secteurs industriels : sidérurgie/coke, carbochimie, pétrochimie, énergies thermiques. Cette notice remplace la précédente datant de 2015.

Ces nouvelles orientations demandent aux départements du ministère de l'Écologie et de l'Environnement à tous les échelons de normaliser l'approbation des évaluations des impacts environnementaux pour les projets de construction industrielle approuvés aux niveaux ministériel et provincial comprenant de nouvelles émissions de polluants majeurs. Les critères compris dans les évaluations des impacts environnementaux sont la sélection et l'aménagement des sites, la production propre, la réduction des émissions de carbone, la prévention des risques environnementaux, la gestion et la surveillance de l'environnement, la divulgation d'informations de qualité et la participation du public.

Ces orientations promeuvent notamment l'inclusion du contrôle des émissions de gaz à effet de serre dans les EIE, la prévention et le contrôle des pollutions spécifiques à chacune de ces 4 industries, le respect des objectifs régionaux et industriels en matière de pic de carbone et de neutralité carbone. Elles encouragent l'adoption de technologies bas carbone et d'économie d'énergie dans les 4 industries ; le développement des technologies d'hydrogène vert dans les industries de la sidérurgie/coke, la carbochimie et la pétrochimie ; et des technologies de CCUS dans les industries de la sidérurgie/coke, de la carbochimie, et des énergies thermiques. Le MEE [confirme](#) par ailleurs que cette mise à jour n'implique pas de renforcement en matière d'exigences réglementaires et vise plutôt à se mettre en conformité avec les lois et politiques publiées depuis 2015. A titre d'exemple, le choix des emplacements de projets doit respecter les dispositions des lois sur la protection du fleuve Yangtsé et du fleuve Jaune.

En dépit de cette mise à jour, le ministère assouplit parfois les procédures environnementales, conformément à la volonté de Pékin de prioriser le développement économique et la sécurité énergétique. Pour mémoire, le MEE avait [publié](#), dans la foulée de la réunion de la Commission financière et économique centrale de fin avril, un avis qui allège significativement les exigences d'EIE pour les projets industriels importants en dissociant le contrôle des émissions de polluants et l'approbation des projets ([Brèves du SER de Pékin, semaine du 6 juin 2022](#)). La procédure accélérée s'applique aux projets de transports, d'énergie hydroélectrique, solaire et éolienne, ainsi qu'aux projets d'exploitation de mines de charbon considérés indispensables à la sécurité énergétique.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Actualités régionales

Chongqing : Chongqing a investi plus de 370 Mds CNY dans des projets majeurs en 2022

De janvier à novembre 2022, les investissements dans les grands projets municipaux à Chongqing, dans le sud-ouest de la Chine, ont atteint 371,1 Mds CNY (environ 53,29 Mds USD), soit 99,6 % du plan annuel d'investissement. Le 14ème plan quinquennal (2021-2025) dont la prévision pour Chongqing est de 532 grands projets couvre huit secteurs, dont l'innovation technologique, les infrastructures, l'industrie moderne et la modernisation urbaine. Jusqu'à présent, 272 projets de construction importants ont été lancés avec un investissement de plus de 580 Mds CNY, tandis que 31 projets ont été achevés et mis en service.

Le chemin de fer à grande vitesse Zhengzhou-Chongqing est l'un des projets importants de cette année, mis en œuvre le 20 juin dernier. Grâce à ce chemin de fer, l'agglomération urbaine des plaines centrales peut mieux se connecter au cercle économique Chengdu-Chongqing, renforçant ainsi les économies régionales. Il faut 6 heures et 46 minutes de Pékin à Chongqing, tandis que 4 heures et 23 minutes de Zhengzhou à Chongqing.

Cette année, la Commission nationale du développement et de la réforme a publié 102 grands projets pour le 14e plan quinquennal, dont 55 projets de construction d'infrastructures et 25 liés aux « doubles objectifs carbone ». Parmi eux, le China State Railway Group Co., Ltd. (China Railway) a promu des projets dont celui de la construction du chemin de fer à grande vitesse Chengdu-Chongqing déjà engagé.

Un total de huit projets à Chongqing sont inclus dans le 14ème plan quinquennal national dont le terminal T3B de l'aéroport international de Chongqing Jiangbei et la quatrième piste, ainsi que la base de production de gaz naturel Sichuan-Chongqing d'une capacité de 100 Mds CNY. Du cercle économique Chengdu-Chongqing au nouveau corridor commercial international terre-mer (*The International Land-Sea Trade Corridor-ILSTC*), Chongqing souhaite renforcer le rôle clé de l'investissement tout en favorisant la construction de projets importants.

Source : [iChongqing](#)

Anhui : lancement d'un plan d'action sur 10 ans pour atteindre le pic d'émissions de carbone

Le 7 décembre, la province d'[Anhui](#) a publié son plan d'atteinte de son pic d'émission de carbone (安徽省碳达峰实施方案的通知). D'ici 2025, la proportion de consommation d'énergie non fossile atteindra plus de 15,5 % et la consommation d'énergie par unité de PIB diminuera de 14 % par rapport à 2020. D'ici 2030, l'Anhui vise à atteindre son pic d'émission de carbone.

Dans son document, la province encourage notamment l'utilisation « propre et efficace » du charbon ainsi que sa transformation et sa valorisation pour devenir en priorité une source d'énergie de soutien et de régulation aux énergies vertes. La construction d'installations photovoltaïques en toiture est mise en valeur pour alimenter les parcs industriels, les bâtiments publics et les immeubles résidentiels. L'Anhui projette également d'importer des énergies propres d'autres provinces, notamment le Shaanxi.

Selon son plan, l'Anhui développera dix nouvelles industries dans les domaines des technologies intelligentes, la protection de l'environnement pour encourager le développement d'une industrie verte. D'ici 2030, un total de plus de 200 usines vertes de niveau national, plus de 50 entreprises de chaîne d'approvisionnement verte, environ 30 parcs industriels verts et plus de 800 usines vertes de niveau provincial seront créés. Les industries pétrochimiques et chimiques seront guidées pour contribuer à l'atteinte du pic carbone de la province. La province cherchera également à promouvoir les véhicules à énergie nouvelle et à développer une agriculture verte à faible émission de carbone.

Jiangsu : forum Chine – Europe sur la "Numérisation pour un développement durable vert"

Du 10 au 11 décembre, La [Conférence sur le développement durable \(2022\)](#) et le [Forum de haut niveau Chine-Europe sur le développement durable \(绿色可持续发展大会 \(2022\) 暨中欧可持续发展高层论坛\)](#) s'est tenue à Taicang, dans la province du Jiangsu. Cette conférence aurait réuni plus de 200 délégués de plus d'une douzaine de pays et de régions, des agences gouvernementales, des associations, des entreprises, ainsi que des institutions financières sous un format hybride, en ligne et hors ligne, pour discuter de la "Numérisation pour un développement durable vert".

Lors de cet événement, le Centre international de coopération économique et technique du ministère de l'industrie et des technologies de l'information, le Centre de coopération internationale de l'Association sino-nordique pour la promotion du développement vert et durable et le gouvernement populaire municipal de Taicang ont signé un accord tripartite. Cet accord a pour but de construire une *zone de coopération d'innovation numérique verte Chine-Europe (Taicang)* (共建中欧(太仓)绿色数字创新合作区) et la mise en œuvre d'un *projet de démonstration de coopération d'innovation neutre en carbone Chine-Europe (Taicang)* (中欧(太仓)碳中和创新合作示范).

Le rapport annuel sur la coopération industrielle verte et à faible émission de carbone entre la Chine et l'Union européenne (中欧工业绿色低碳合作年度报告) a également été officiellement lancé. D'autre part, plus de 40 organisations ont lancé l'action "Earth Aspiration Action-E2A" (initiative pour un avenir vert) pour mettre en avant le rôle de la communauté des chercheurs dans la transformation numérique verte et le rôle important des jeunes dans le développement durable.

Jiangsu : publication des chiffres janvier – octobre du commerce extérieur et des investissements étrangers

Selon les statistiques des douanes de Nanjing, au cours des 11 premiers mois de cette année, les importations et les exportations du [commerce extérieur](#) de la province du Jiangsu ont atteint 5 000 Mds CNY, soit une augmentation de 6,7 % par rapport à la même période de l'année dernière, représentant ainsi 13 % de la valeur totale des importations et des exportations de la Chine au cours de la même période. Les exportations s'élèvent à 3 190 Mds CNY, soit une augmentation de 9,6 % ; et les importations de 1 810 Mds CNY, soit une augmentation de 2 %.

Cette semaine la province a souligné sa volonté d'attirer davantage les [investissements](#) étrangers et d'améliorer la qualité et le niveau des échanges internationaux. Les données montrent que, de janvier à octobre de cette année, l'utilisation réelle des investissements étrangers dans la province s'est élevée à 28,34 MDS USD, soit une augmentation de 21,1 %, plaçant le Jiangsu au premier rang à l'échelle du pays. La province compte se concentrer sur les pays et régions clés tels que le Japon, la Corée, l'Allemagne et la France.

Shanghai : signature d'un accord de coopération avec 7 entreprises immobilières et la succursale de Shanghai de la banque SPD (*Pudong Development Bank*)

Le 12 décembre, la succursale de Shanghai de *la Pudong Development Bank* a signé des accords de coopération stratégique avec sept [entreprises immobilières](#), à savoir Construction Industry Group, China Enterprise, Lujiazui Group, Yongye Group, Shui On Land, Hong Kong Land et New Town Holdings, pour un montant total de 80 Mds CNY de nouveaux financements prévus, afin de promouvoir le développement stable et sain du marché immobilier. La succursale se concentrera notamment sur les prêts au développement immobilier, la rénovation urbaine, l'intégration des villes industrielles, les fusions et acquisitions, les prêts hypothécaires au logement, la souscription et l'investissement d'obligations, et les prêts pour les logements locatifs, afin de fournir des services financiers complets et intégrés aux entreprises immobilières.

Shanghai : Stratégie de réduction de la consommation énergétique des principales entreprises industrielles de la ville

Dans le cadre de la stratégie nationale double carbone (atteinte du pic d'émission en 2030 et neutralité carbone en 2060), Shanghai a annoncé sa [stratégie](#) de réduction de la consommation d'énergie de ses principales entreprises industrielles, notamment dans les secteurs du fer, de l'acier et de la pétrochimie. La consommation énergétique des entreprises industrielles concernées diminuera de 14 % entre 2020 et 2025. D'ici 2030, l'intensité des émissions de carbone de chaque tonne d'acier produite diminuera de 15 % par rapport à 2020. Pour les industries pétrochimique et chimique, le volume total d'émissions de carbone devra atteindre son niveau maximal en 2030.

Shanghai prendra 29 mesures pour atteindre cet objectif d'ici 2025. Il s'agit notamment de développer des pôles industriels avancés haut de gamme, de limiter les projets à forte consommation d'énergie et à fortes émissions de carbone, de créer des usines et des chaînes d'approvisionnement vertes et de développer la finance verte.

Shanghai : plan pour stimuler la consommation dans le secteur de la mode

Shanghai a publié un plan visant à stimuler la consommation dans le secteur de la [mode](#) en visant une production industrielle de 520 Mds CNY d'ici 2025. D'ici 2025, Shanghai cherchera à atteindre un marché de la consommation de mode de l'ordre de 1000 Mds CNY en développant des entreprises compétitives sur les marchés prometteurs et les marchés de niche. La ville va également créer plusieurs parcs industriels de la mode pour offrir des opportunités aux talents internationaux de la mode et rassembler les tendances. En septembre 2022, Shanghai

avait ouvert la Conférence mondiale des villes de design (WDCC), afin de stimuler l'industrie du design et de la mode.

Retour au sommaire ([ici](#))

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Emploi : le taux de chômage baisse à nouveau en novembre, à 3,7 %

Le taux de chômage a reculé de 0,1 points au cours du trimestre glissant septembre 2022 – novembre 2022, marquant un 6ème recul mensuel consécutif à 3,7 %. Pour mémoire, Il avait atteint un point haut à 7,2 % en décembre 2020 – février 2021 avant de se contracter régulièrement depuis. La baisse la plus importante du taux de chômage est enregistrée dans le secteur de l'industrie (-0,3 points à 5 %), suivi par celui de la construction (-0,3 points à 5,3 %). L'emploi total progresse de 0,2% au cours de la période, après +0,4 % lors du trimestre glissant précédent.

Bourse : extension des actions éligibles au sein du Stock Connect

China Securities Regulatory Commission (CSRC) et la Securities and Futures Commission (SFC) de Hong Kong ont annoncé le 19 décembre la poursuite de l'extension des actions éligibles au sein de la connexion boursière avec la Chine (« Stock Connect »). La bourse HKEX travaillera avec ses partenaires pour préparer cette extension qui devrait prendre environ trois mois.

Après cette expansion, les ventes dans le canal Northbound comprendront les actions constitutives de Shanghai Stock Exchange (SSE) A-Share Index et de Shenzhen Stock Exchange (SZSE) Composite Index ayant une capitalisation boursière de plus de 5 Mds RMB (715,4 M USD) et répondant à certains critères de liquidité. Selon la China International Capital Corporation, cette décision augmentera le nombre d'actions de Chine continentale éligibles sous le Northbound à 2 516, contre 1 458 actuellement.

S'agissant du Southbound, l'extension concernera les des actions de sociétés étrangères cotées à Hong Kong faisant partie des indices composites de Hang Seng. Six sociétés internationales cotées à Hong Kong, dont Prada et l'Occitane, pourraient ainsi être éligibles. En outre, la portée des actions éligibles pour le Southbound sous le Shanghai-Hong Kong Stock Connect sera élargie pour inclure les composants de l'indice Hang Seng Composite SmallCap avec une capitalisation boursière de plus de 5 Mds HKD, qui s'alignera sur celles disponibles dans le Shenzhen-Hong Kong Stock Connect.

Finance : le Hong Kong Institute for Monetary and Financial Research a publié le 19 décembre un rapport sur la mesure des risques climatiques

Le Hong Kong Institute for Monetary and Financial Research (HKIMR), la branche de recherche de l'Académie des finances de Hong Kong relevant de la HKMA, a publié le 19 décembre un [rapport](#) sur l'état actuel et le développement de la mesure des risques climatiques dans les services financiers de Hong Kong.

De juillet à août 2022, le rapport a interrogé 106 institutions financières dont 31 banques, 21 assureurs et 54 gestionnaires d'actifs à Hong Kong. 53 % d'entre elles ont participé à la mesure du risque climatique, 76 % prévoient d'y allouer davantage de ressources au cours des 12 prochains mois. 80 % qui ne mesuraient pas le risque climatique prévoient de le faire à l'avenir.

Toutefois, deux obstacles principaux ont été identifiés, en particulier le manque de données liées au climat et de l'absence méthodologies de mesure normalisées, cités respectivement par 68 % et 59 % des institutions. Selon le rapport, certains types de données climatiques étaient considérées comme indisponibles, ou souffrent d'une couverture et d'une transparence limitée. Les institutions engagées dans des activités internationales ont également fait remarquer le manque de cohérence entre les juridictions dans la définition et la taxonomie des données.

Le rapport souligne l'urgence d'améliorer la disponibilité, la qualité et les méthodologies des données liées au climat. Il suggère aux régulateurs financiers de promouvoir une taxonomie commune et des divulgations obligatoires des risques climatiques, telles que les émissions définies par le Greenhouse Gas Protocol. Il propose également d'encourager le développement des talents, le renforcement des capacités et le partage des connaissances.

Infrastructure : le bureau de développement de Hong Kong a publié une proposition de développement du projet d'île artificielle de Kau Yi Chau le 20 décembre

Le Bureau de développement a publié une proposition de développement du projet d'île artificielle de Kau Yi Chau le 20 décembre. Trois îles artificielles de 1 000 hectares seraient construites pour offrir 210 000 appartements résidentiels à 55 000 personnes. Les îles seront divisées en quartiers résidentiels et commerciaux, offrant 270 000 postes de travail. Une liaison ferroviaire sera également construite pour relier les trois îles à l'ouest de Hong Kong. Le gouvernement a prévu que les ventes des terres privées et commerciales sur les îles devraient générer un revenu au total de 750 Mds HKD soit 96 Mds USD. Les activités économiques ainsi créés pourraient rapporter à terme 200 Mds HKD (25,7 Mds USD) par an, soit 7 % du PIB de Hong Kong.

Le coût estimé de ce projet est passé à 580 Mds HKD (74,4 Mds USD), soit 80 Mds HKD plus que les prévisions en 2018. Liber Research Community, une ONG qui dédiée à la recherche sur les politiques foncières, a cependant averti que le coût pourrait dépasser 800 Mds HKD (102,7 Mds USD) en raison de l'inflation et la hausse des coûts de construction.

M. Paul Yip, expert en démographie à l'Université de Hong Kong, a souligné que la population future de Hong Kong pourrait ne pas être assez importante pour occuper le million d'appartements que le gouvernement prévoit de construire sur ces trois îles artificielles et à « Northern Metropolis ». Pour mémoire, la population a chuté pendant deux années consécutives depuis 2020, de 7,481 millions à 7,291 millions, en raison de la baisse du taux de natalité et de l'augmentation de la migration.

Covid-19 : assouplissement des mesures sanitaires dans les bars et les banquets

Depuis le 22 décembre, les clients n'ont plus besoin de présenter un test antigénique rapide négatif dans les bars, les banquets ou lors des visites de groupe. Le plafonnement des invités aux banquets, qui était auparavant de 240, est supprimé. La consommation de boissons et d'aliments est à nouveau autorisée dans les espaces extérieurs des lieux de divertissement public et des locaux sportifs.

Macao

Industrie du jeu : les six opérateurs de casinos investiront 14,9 Mds USD dans le cadre de nouveaux contrats de licences

Le gouvernement de Macao a signé le 16 décembre 2022 les contrats de licences de jeux de 10 ans avec les six opérateurs de casinos : MGM Grand Paradise, Galaxy Casino, Venetian Macau, Melco Resorts Macau, Wynn Resorts Macau et SJM Resorts. Pour mémoire, les nouveaux contrats qui entreront en vigueur le 1er janvier 2023, exigent à maintenir un capital social minimum de 5 Mds MOP (625 M USD), contre 200 M MOP dans les contrats précédents.

Les six opérateurs se sont engagés à investir un total de 118,8 Mds MOP, soit 14,9 Mds USD, dont un investissement de 13,6 Mds USD dans des projets non liés aux jeux (tels que la modernisation des installations de congrès et la construction de parcs à thème) et 1,26 Md USD dans des projets de jeux, afin d'être en ligne avec l'objectif du gouvernement de diversifier l'économie.

Venetian investira le plus avec 3,78 Mds USD, suivi par Galaxy (3,54 Mds USD), Wynn (2,21 Mds USD), MGM (2,1 Mds USD), SJM (1,75 Md USD) et Melco (1,47 Md USD).

En vertu des nouveaux contrats, les opérateurs devront soumettre des plans avant le 30 septembre de chaque année pour leurs plans d'investissement non liés aux jeux pour l'année suivante. S'ils ne sont pas en mesure d'investir le montant total auquel ils se sont engagés, ils devront investir la différence dans des projets communautaires ou d'autres projets approuvés par le gouvernement.

Covid-19 : les voyageurs étrangers arrivant à Macao sont autorisés de faire leur quarantaine à domicile depuis le 20 décembre

Depuis le 20 décembre, tous les voyageurs en provenance de pays étrangers, ainsi que de Hong Kong ou de Taïwan, arrivant à Macao sont autorisés de faire leur quarantaine de 5 jours à domicile ou dans un hôtel, suivie de 3 jours avec interdiction de quitter Macao.

Pour mémoire, les visiteurs chinois sont exemptés de quarantaine à Macao et peuvent présenter un test COVID-19 négatif de moins de 72 heures au lieu de 24 heures depuis le 20 décembre.

Retour au sommaire ([ici](#))

Taiwan

Industrie : Hon Hai revend ses parts dans l'entreprise chinoise Tsinghua

Foxconn Industrial Internet (FII), filiale du groupe taiwanais Hon Hai., a annoncé [la cession de ses parts](#) dans l'entreprise chinoise Tsinghua Unigroup, à Yantai Haixiu IC Investment Center, pour un montant d'environ 5,38 Mds RMB (730 MEUR). La vente des actions devrait être achevée au plus tard le 15 mars 2023. Cet investissement, annoncé en juillet 2022, faisait risquer à l'entreprise jusqu'à 25 MTWD d'amendes de la Commission des investissements du Ministère des affaires économiques taiwanais. Ce revirement intervient alors que Hon Hai opère quelques ajustements dans sa stratégie dans ce secteur : le groupe taiwanais, qui développe depuis cette année son activité semi-conducteurs en Inde, a récemment annoncé la nomination de [CHIANG Shang-yi](#) (ancien haut responsable de TSMC et de SMIC) au poste de chef de la stratégie semi-conducteurs.

Deux rives : Largan Precision porte plainte contre la filiale de GSEO en Chine

Largan a déposé une plainte en août dernier, pour violation de brevet, contre son concurrent taiwanais Genius Electronic Optical (GSEO), et notamment sa filiale chinoise située à Xiamen, devant un tribunal du Fujian. Le litige concernerait, selon la presse, un brevet portant sur des lentilles utilisées sur l'iPhone 15. Largan avait déjà porté plainte [contre GSEO sur une autre affaire de propriété intellectuelle en 2013](#).

Taiwan-Europe : une délégation du Parlement européen en visite à Taïwan

Une délégation de la commission du commerce international du Parlement européen, dirigée par la députée Anna-Michelle ASIMAKOPOULOU, s'est rendue à Taïwan du 18 au 21 décembre. [Elle a été reçue](#) notamment par la Présidente TSAI Ing-wen et le Premier ministre SU Tseng-chang. Cette visite a été l'occasion d'évoquer la possible reprise des négociations s'agissant d'un accord de protection des investissements avec Taïwan. Il s'agit de [la troisième visite](#) de représentants du Parlement européen depuis 2021.

Economie : croissance du salaire médian en 2021 et révision à la baisse des prévisions du PIB pour 2023

Selon les dernières [statistiques](#) publiées par la DGBAS, le salaire médian des salariés du secteur de l'industrie et des services (environ 8,13 M d'employés) a augmenté de 1% en 2021 en g.a., pour atteindre sur l'année 506 000 TWD (15 782 EUR) et mensuellement 42 000 TWD (1310 EUR).

Selon les prévisions de [S&P Global Ratings](#), le PIB de Taïwan devrait progresser de 1,5 % en 2023, soit bien en dessous des dernières prévisions publiées par [la banque centrale](#) (2,53 %).

Retour au sommaire ([ici](#))

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Jean-Marc Fenet

Rédacteurs :

Thomas Carré, Thibault Alix, Zilan Huang, Yang Jingxia, Orhan Chiali, Baptiste Gosson-Brion, Furui Ren, Marie-Pia Lebrun, Antoine Moisson, Laeren Calcat, Julien Boudet, François Lemal, Cyril De Mesmay, Li Wei, Pierre Moussy, Camille Fourmeau, Philippe Baudry, Florian Surre, Odile Huang, Max Chang, Charlotte Lau, Alain Chouan, Pascal Millard, Maria Girard



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Revu par :

Axel Demenet

Pour s'abonner :

baptiste.gosson-brion@dgtresor.gouv.fr